

s'il est vrai que le vœu de tous les bons catholiques n'a pas été entièrement satisfait; s'il est évident pour tous que le Gouvernement Impérial est engagé dans une politique contraire aux intérêts nationaux et religieux de la France, il est aussi très-certain que cette discussion a pu éclairer bien des esprits et les faire déjà revenir de plus d'un parti pris.

Au commencement, les ennemis du Souverain Pontife avaient cru pouvoir prétendre que le discours du Prince impérial était l'expression de la politique gouvernementale, mais les dernières paroles prononcées à la fin de la discussion par les Ministres représentans du pouvoir, ont été la réfutation des propositions les plus hautement proclamées par le Prince.

Un des députés, rallié aux vues du gouvernement, M. Granier de Cassagnac, a fait entendre à la fin des séances, des paroles qui se donnaient comme l'expression de la politique impériale et qui ont paru, aux plus fervents amis du St. Siège, encore plus satisfaisantes que celles même que M. Barthe, le premier président, avait émises au commencement dans un sens qui semblait d'abord contradictoire aux premières explications des Ministres.

La question n'était donc pas évidemment posée de la même manière à la fin qu'au commencement. C'est par de pareils repères ou points de comparaison qu'il est facile de juger que la question n'était plus dans la même situation où on avait cru la voir d'abord.

Ce que M. Barthe avait proclamé si haut et ce qui paraissait si contraire aux explications du ministère, a été proclamé encore plus haut par un député ministériel à la fin des séances, et n'a trouvé ensuite aucune réfutation, aucune contradiction dans les paroles du Ministre qui ont suivi et qui ont terminé la discussion.

On sait avec quelle violence le Prince Napoléon avait parlé en faveur de l'*Unité Italienne*, qui était à proprement parler tout le fond de son discours; on sait avec quelle hauteur il avait réclamé Rome comme la Capitale naturelle de l'Italie réunie en une seule nation; on sait de plus qu'un Ministre regardant ce discours comme suffisamment conforme aux vues du gouvernement l'avait fait tirer à 300 mille exemplaires et distribuer à toutes les communes de France.

Or, voilà comme M. Granier de Cassagnac, dont on connaît le dévouement à l'Empereur, a parlé de l'*Unité italienne* et comme il a repoussé l'idée de donner Rome à l'Italie; on ne peut assurément montrer plus d'éloignement et plus de mépris.

Or, réellement qui trompe-t-on ici?

S'il est vrai qu'une politique ne peut jamais dire son dernier mot, toujours est-il que celle-ci ne peut absolument cacher ses différences, ses incertitudes et ses variations.

Voici quelques-unes des paroles de M. Granier de Cassagnac.

"Je veux, dit-il, parler rapidement de l'unité italienne.

"Unité italienne, mon premier mot sera pour vous dire que je ne vous connais pas et que je ne vous dois rien. (Très bien! très bien!) Il y a deux choses que la France aime, l'indépendance et la liberté civile qui constituent la nationalité. (Marques d'approbation.) Quand à l'unité, c'est de la fantaisie (Rires.) Nous devons aimer l'indépendance, parce qu'elle nous a coûté des trésors et du sang; la liberté civile, parce qu'elle est l'application des principes de 89. Mais ces deux choses n'impliquent pas l'unité italienne. La Suisse, l'Allemagne, les Etats-Unis n'ont pas l'unité et ont la nationalité.

"Cependant l'unité est-là devant moi, dans la personne de M. J. Favre; elle tend son casque vide comme un autre Bélisaire, pour que nous lui fassions l'aumône d'une capitale (rises); quand à moi, je ne fournis pas de capitale aux nations qui s'établissent (nouveaux rires). Nous avons fait de ces fournitures à la Grèce, à la Belgique, aux principautés Danubiennes; nous savons ce qu'elles coûtent d'argent, ce qu'elles rapportent de gratitude. (Marques d'adhésion.)

"L'unité italienne demande une capitale de plus, et elle en a déjà quatre: Naples, Florence, Milan et Turin! Je ne vois pas que sa gloire soit si haute qu'elle ne puisse entrer sans courber la tête dans ces palais et ces villes tout pleins d'illustres souvenirs. Si, avec le temps, l'unité italienne se constitue, je la reconnaitrai; mais, d'ici là, je ne veux pas y contribuer.

"Je ne suis pas disposé à lui faire des concessions, encore moins des sacrifices; surtout celui de Rome, qui appartient à toute la catholicité. A mon sens, l'unité italienne est hostile à la France. Ce n'est même pas une idée italienne, c'est une idée mazzinienne; je le prouverai tout à l'heure."

Ce n'est pas seulement le ministère qui a changé, mais les chambres tout entières qui avaient d'abord applaudi les déclarations du Prince Napoléon, et qui ensuite ont applaudi une réfutation aussi complète que celle-ci.

Donc nous pouvons dire que ce n'est pas inutilement pour la cause de l'Eglise que cette discussion a eu lieu, que l'opinion publique a été appelée à se prononcer, et que des catholiques dévoués et pleins de cœur et d'intelligence ont pu défendre ces intérêts auxquels ils doivent plus tenir qu'à la vie.

En terminant, nous aimons à citer la confirmation de quelques-unes des idées émises dans nos précédentes revues, et que nous trouvons à l'instant même dans le dernier numéro du *Correspondant*:

"Toute la France, dit le *Correspondant*, a partagé notre admiration reconnaissante et la surprise de nos adversaires, lorsque l'on a vu dans les dernières séances, le talent et le dévouement des catholiques s'élever à la hauteur du débat. Sans parler des graves protestations de nos Cardinaux, qui pourrait jamais oublier le courageux discours de M. de la Rochejacquelein, la vive harangue de M. de Heckeeren, le discours si politique et si supérieur de M. le premier président Barthe, l'opinion noblement exprimée de M. le Duc de Padoue; puis, dans l'autre chambre, M. de Flavigny, M. Kolb Bernard,